

LE 27, TOUS ENSEMBLE ET AVEC LE VOTE UNEF NOUS POUVONS GAGNER ...

UNE VÉRITABLE JUSTICE SOCIALE

tion des 2ème et 3ème cycles ; motifs invoqués : "ces derniers sont en effet suffisamment assurés de leurs études pour envisager raisonnablement de s'endetter !" Décidément on n'arrête pas le progrès.

Nos propositions :

- 25 % d'étudiants boursiers dès la rentrée (soit +200 000 étudiants),
- réévaluation des bourses : 5ème échelon à 15 000 Frs/an ; extension à tous les CROUS de la mensualisation des bourses, prise en compte des étudiants indépendants de leurs parents,
- construction de 200 000 chambres de cité-U supplémentaires au tarif CROUS, correspondant à la demande non satisfaite,
- débloquer des crédits pour la rénovation des cités existantes,
- Pour la construction de nouveaux restau-U et le retour à la parité Etat/Étudiant sur le ticket des Restau-U,
- pour le demi-tarif sur les transports,
- pour un véritable statut social étudiant.

POUR UN VÉRITABLE STATUT SOCIAL ÉTUDIANT...

Pour ces trois dernières années, voici le bilan des élus UNEF, soutenus par les étudiants :

MARS 91 : l'UNEF est la seule organisation étudiante à refuser de signer le Plan Social Étudiant. En effet, il stipulait la mise en place de prêts bancaires pour se substituer aux bourses.

JANVIER-AVRIL 92 : l'UNEF dénonce le projet Jospin. La mobilisation grandit (50 000 étudiants en manif le 19 mars 92 à Paris) et le retrait est obtenu en mai 92.

DÉCEMBRE 92 : l'UNEF lance la campagne sur le demi-tarif sur la carte orange. Des milliers de pétitions sont signées. Un rassemblement à lieu le

jour du vote du budget devant l'Assemblée Nationale. Jack Lang cède 100 Frs par mois pour chaque boursier d'Ile de France pour compenser le coût.

JANVIER 93 : réforme Lang (rénovation pédagogique). L'UNEF refuse de signer pour 3 raisons :

- 1- manque total de concertation avec les étudiants,
- 2- absence de moyens pour financer les mesures positives arrachées (cours d'informatique en fête année, langue vivante...),
- 3- persistance de mesures inacceptables déjà contenues dans le projet Jospin

JUIN 93 : Fillon fait présenter une réforme qui vise à éclater le statut des universités. 16 organisations, dont l'UNEF, se mobilisent pour en exiger le retrait. Le texte est rejeté par le conseil constitutionnel.

SEPTEMBRE 93 : Fillon veut réformer le système de l'ALS. La riposte étudiante est unanime. Fillon retire son projet.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 94 : mouvement étudiant unitaire sur la question des conditions d'études et

l'exigence de moyens supplémentaires. Des dizaines de millions de francs arrachés dans plusieurs facs.

JUILLET 91, JUILLET 92, JUILLET-SEPTEMBRE 93 : l'UNEF mène la campagne SOS-Inscription pour tous les bacheliers victimes du système Ravel (et assimilé en province). Cette année plus de 3 000 inscriptions gagnées.

AU QUOTIDIEN ce sont des batailles pour gagner l'exonération des droits d'inscription, le versement des bourses, contre les saccages aux examens, contre les expulsions des étudiants étrangers...

UNE FORMATION DE QUALITÉ

2 millions d'étudiants et le gouvernement persévère dans le choix du désengagement financier à l'université !

Entre les sélections arbitraires, les exclusions qui se multiplient, l'augmentation des droits d'inscription, de la sécu, du coût de la vie... étudier et pouvoir réussir ses études devient de plus en plus un privilège. La preuve est que 45 % des étudiants quittent l'université sans diplôme !

L'autonomie des lacs : remède miracle selon Fillon ? L'argument visant à substituer les collectivités locales et le privé au financement public est fallacieux. Nous ne voulons ni de diplômes AXA, ni de fac Pasqua.

Nos propositions :

- des crédits d'urgence pour débloquer nos TD, nos cours, avoir des profs en nombre suffisant, embaucher des ATOSS supplémentaires, obtenir plus de matériel pour étudier,
- pour le réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur, une loi de programmation budgétaire prenant en compte les besoins de l'Université,
- pour la suppression des frais illicites et les 10 % d'exonération des droits d'inscription,
- pour le libre choix de sa filière et de sa fac pour les bacheliers "sans fac", mais aussi pour les titulaires d'un BTS ou d'un DUT voulant poursuivre leurs études ou pour ceux d'une Maîtrise qui aspirent à faire un 3ème cycle,
- pour la mise en place d'une grille nationale d'équivalence pour faciliter les passerelles entre filières,
- pour étudier dans des conditions décentes (25 par TD, contrôle continu assuré)

UNE CITOYENNETÉ À L'UNIVERSITÉ

Deux millions d'étudiants et ils sont autant à aspirer majoritairement à plus de démocratie, de débat, d'esprit critique. Pourtant, on continue à les ignorer et à tenir leur avis pour négligeable ! Déjà Jospin et Lang avaient élaboré leurs réformes sans concertation aucune ; aujourd'hui,

Fillon mord le trait et tente même d'en finir avec la représentation étudiante dans les conseils via son projet de casse du statut des universités !

Nos propositions :

- pour la consultation des étudiants et la prise en compte de leurs opinions dans l'élaboration des réformes
- pour l'égalité des droits entre étudiants français et étudiants étrangers, remise en cause, avec l'aggravation des mesures Pasqua et les conséquences des accords de Schengen,
- pour le respect du pluralisme et la libre expression de chacun,
- pour le rejet du campus des organisations aux propos et actes racistes et xénophobes.

MARS 91 JANVIER 94 : BILAN DE L'UNEF ET DE SES ÉLU(E)S

Pour ces trois dernières années, voici le bilan des élus UNEF, soutenus par les étudiants :

jour du vote du budget devant l'Assemblée Nationale. Jack Lang cède 100 Frs par mois pour chaque boursier d'Ile de France pour compenser le coût.

JANVIER 93 : réforme Lang (rénovation pédagogique). L'UNEF refuse de signer pour 3 raisons :

- 1- manque total de concertation avec les étudiants,
- 2- absence de moyens pour financer les mesures positives arrachées (cours d'informatique en fête année, langue vivante...),
- 3- persistance de mesures inacceptables déjà contenues dans le projet Jospin

JUIN 93 : Fillon fait présenter une réforme qui vise à éclater le statut des universités. 16 organisations, dont l'UNEF, se mobilisent pour en exiger le retrait. Le texte est rejeté par le conseil constitutionnel.

SEPTEMBRE 93 : Fillon veut réformer le système de l'ALS. La riposte étudiante est unanime. Fillon retire son projet.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 94 : mouvement étudiant unitaire sur la question des conditions d'études et

l'exigence de moyens supplémentaires. Des dizaines de millions de francs arrachés dans plusieurs facs.

JUILLET 91, JUILLET 92, JUILLET-SEPTEMBRE 93 : l'UNEF mène la campagne SOS-Inscription pour tous les bacheliers victimes du système Ravel (et assimilé en province). Cette année plus de 3 000 inscriptions gagnées.

AU QUOTIDIEN ce sont des batailles pour gagner l'exonération des droits d'inscription, le versement des bourses, contre les saccages aux examens, contre les expulsions des étudiants étrangers...

« Réévaluation des bourses, demi-tarif sur les transports, mensualisation de l'ALS. Zéro franc de droit d'inscription... »

UNE VÉRITABLE JUSTICE SOCIALE ?
JE VOTE POUR !

Je Vote UNEF



Pour connaître et faire respecter nos droits je lis **CAMPUS**

« Valeurs universitaires pédagogiques, 25 par TD, équation comme autrefois... »

UNE FORMATION DE QUALITÉ ?
JE VOTE POUR !

Je Vote UNEF

Ensemble faisons respecter nos droits

« ... Donner mon avis, participer aux décisions qui concernent ma Université, mon QTR, être pris en compte dans l'élaboration des réformes... »

ÊTRE CITOYEN À L'UNIVERSITÉ
JE VOTE POUR !

Je Vote UNEF

Ensemble faisons respecter nos droits